

F3SCTdu 29 septembre 2025

Déclaration liminaire

Après la mobilisation intersyndicale massive du 18 septembre dernier pour le **retrait des mesures d'économies de 44 milliards d'euros** proposé par l'ex-1^{er} ministre François Bayrou, le nouveau premier ministre Sébastien Lecornu a reçu l'intersyndicale le 24 septembre.

A l'issue de cette audience, l'intersyndicale, qui voulait des réponses concrètes aux revendications exprimées par les travailleuses et les travailleurs, n'a obtenu aucune réponse claire et aucune piste pour le PLF 2026. C'est pourquoi l'ensemble des organisations syndicales a appelé à une nouvelle journée d'action et de **grève interprofessionnelle** le jeudi **2 octobre** prochain pour exiger notamment :

- l'abandon de l'ensemble du projet de budget d'austérité,
- la justice fiscale avec la mise en place de dispositifs qui taxent les gros patrimoines et les très hauts revenus et contraignent le versement de dividendes,
- des moyens à la hauteur pour les services publics partout sur le territoire,
- une protection sociale de haut niveau et l'abandon du recul de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans.

Depuis, Sébastien Lecornu, a affirmé vendredi dernier dans la presse qu'il était défavorable à la suspension de la réforme des retraites d'Elisabeth Borne et que son objectif était le même : la réduction des dépenses.

Il annonce ainsi « proposer une diminution de six milliards d'euros sur l'Etat et son train de vie ». « Cet effort important sur les ministères devra s'accompagner d'une réforme de long terme de l'Etat et de notre organisation territoriale via la décentralisation ».

Ces menaces incessantes sur notre pouvoir d'achat avec un point d'indice gelé, aucune information sur les mesures catégorielles et l'existence d'une campagne du E de l'IFSE sont inacceptables. Quant au CIA, tout juste sait-on qu'il y aura une campagne en 2025. Mais pour qui et de quel montant ?

La réforme de l'Etat de long terme et la décentralisation annoncées par le premier ministre sont également clairement des menaces pour nos missions d'administration centrale et pour les emplois dans les ministères. Les annonces de restructuration des directions pleuvent en cette rentrée (DGRI, DGESIP, DGESCO), certaines parlent de changement de modalités de travail. Pour mettre en œuvre quelle politique ? Rappelons que nous n'avons pas de ministre !

Quel nouveau plan de non renouvellement de fonctionnaires partant à la retraite est en préparation ? Les collègues contractuels, dont le recrutement a explosé depuis la loi de transformation de la fonction publique de 2019 et qui restent précaires, vont-ils servir de variable d'ajustement pour la réduction du train de vie de l'Etat ?

Les économies sont déjà très présentes au sein de nos ministères : elles s'opèrent notamment sur les conditions de travail des agents : surcharges de travail, resserrement des personnels partout, réduction des surfaces, généralisation des open-space et flex-office.

Le projet Pascal est la future vitrine de la nouvelle politique immobilière de l'Etat en regroupant sur un seul site 2 400 agents en flex-office intégral.

Mais, puisque le CNOUS refuse de déménager à Gentilly, quelle est la liste actualisée des directions et des autres structures qui vont s'entasser sur le site PASCAL ?

Lors de la réunion avec les organisations syndicales, le cabinet ANAPREV s'est dit surpris de n'avoir pas d'effectifs cible deux à trois ans après la fin des déménagements sur le site PASCAL. Peut-on être étonné puisque tout converge pour vider l'administration centrale de ses missions ?

Les resserrements de collègues et les open-space ne sont pas réservés au seul projet PASCAL comme ont pu le constater les membres de la FS qui ont fait la visite du bâtiment Monge rénové.

Les pièces M 205 206 et 207 sont un open-space de 13 places ! Dans d'autres open-spaces de 4 à 5 personnes, l'existence de tables amovibles va permettre d'accueillir des stagiaires ou apprentis.

Une nouvelle preuve s'il est était besoin que **la détérioration des conditions de travail des agents est une politique assumée** au ministère !

A l'ordre du jour de cette FS est présenté le rapport de l'ISST daté de mai 2024. On dénombre 101 observations et recommandations faites à l'administration dont 40 correspondent à des obligations réglementaires !

Nous demandons un état des lieux exact de la mise en œuvre de ces obligations réglementaires plus d'un an après l'établissement de ce rapport de l'ISST !

Le constat de l'ISST est grave et sans appel, il figure en page 2 : « l'organisation de la prévention n'est pas formalisée dans des documents cadres et il n'existe pas de document de synthèse en la matière ». L'ISST note qu'au moment de son inspection qui a eu lieu du 29 au 31 mai 2024, le RSU 2021-2022 n'était pas disponible !

Nous exigeons que :

- L'ensemble des observations et recommandations de l'ISST soient au plus vite mises en œuvre.
- Toutes les informations relatives à l'hygiène, la santé et la sécurité des agents soient transmises à la FS3CT ce qui n'est plus le cas (ex : DAT pour l'amiante).
- La F3SCT puisse jouer pleinement son rôle et vote sur tous les sujets de son périmètre.

FO résister, revendiquer, reconquérir

SNPMEN-FO - 110 rue de Grenelle – 75357 PARIS 07 SP

Tél : 534.02

www.snpmen-fo.fr